

Même si débattre des moyens semble déplacer alors que plusieurs de nos soldats ont été tués (mais j'en ferai un post suite à celui-ci), il ne me semble pas inutile de réagir à nouveau à des propos politiques inquiétants, en l'occurrence en mettant en ligne les propos du sénateur EELV Jean-Vincent Placé, interviewé sur RTL le 5 juin dernier. Les sites spécialisés sur la défense n'ont pourtant retenu dans ses propos que le nucléaire militaire comme source d'économie au titre du budget de la défense. J'attire l'attention sur le blog « [les décodeurs](#) » qui détaille les dépenses nucléaires à partir des rapports parlementaires. Ainsi Jean-Vincent Placé se trompe... juste d'un milliard à un milliard et demi d'euros sur les 4,5 qu'il avance.

Il faut remarquer que les questions de cette interview n'abordaient pas le budget de la défense mais que ce débat a été introduit par le sénateur, certes d'une manière pas très claire. Il manque peut-être un expert « défense » à EELV ? La presse « papier » n'a curieusement pas évoqué toutes ses positions qui, pourtant, correspondent à une orientation déjà prise en partie par les sénateurs EELV dans le passé (voir L'Express du 21 décembre 2011). La seule réaction sera le colonel Michel Goya sur [atlantico](#) le 6 juin 2012, tout un symbole. Ce jour commémorait la libération de la France par les forces armées alliées et bien sûr françaises. Elle effaçait la défaite de 1940 ... attribuée en partie à la défaillance de la politique de défense d'avant-guerre.

Jean-Vincent Placé, sénateur au demeurant sympathique et au discours intéressant - j'ai eu l'occasion de discuter le 14 juillet dernier en Essonne mais il n'était pas sénateur (l'Essonne est très riche en représentants politiques nationaux) -, n'a pas dit que cela. Il confirme ma réflexion du [2 juin 2012](#) (Cf. Billet du 2 juin 2012) sur les menaces qui pèsent sur la défense, son budget, ses missions, finalement ses effectifs, orientations défendues par une partie de la gauche y compris parlementaire.

Or, le contraste est fort. D'un côté, les témoignages de confiance du président de la République comme ce 6 juin, sa présence annoncée le 13 juillet prochain ([Lignes de défense](#)) à la Garden party au ministre de la défense montrent une attention permanente et publique portée à la communauté militaire, ce qui nous change un peu... La réponse officielle est aussi exprimée par Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense dans Le Monde du 7 juin sans qu'il ne prenne toutefois d'engagement : « On ne peut pas engager la prospective budgétaire uniquement en termes comptables en ce qui concerne la défense. C'est pourquoi le président de la République a arrêté une méthode, en deux temps. D'abord, établir un Livre blanc qui définira notre stratégie de défense, les nouvelles menaces, les missions des forces armées et les priorités que la France doit élaborer, seule ou avec d'autres. ».

Je constate donc que la gauche qui n'est pas au gouvernement, Martine Aubry, puis Jean-Vincent Placé mettent la pression sur le budget de la défense. Une répartition des rôles ? Pas sûr mais ces positions affaiblissent l'image positive que le chef des armées et le ministre de la défense se construisent auprès de la communauté militaire. Le résultat des législatives pèsera sans aucun doute sur la liberté d'action du ministre de la défense et donc sur la rigueur budgétaire appliquée aux armées. Mais elle nous frappe déjà.

Interview de Jean-Vincent Placé sur RTL par JM Apathie le 5 juin 2012

(...) **Didier Migault, premier président de la Cour des Comptes, la semaine dernière :**

**« il faut agir davantage plus sur les dépenses que sur les recettes, compte tenu de notre niveau de prélèvement obligatoire, » il se trompe ?**

Non, il y a une espèce de tabou par exemple en France qui fait que quand on dit qu'il faut réduire les dépenses militaires, on passe pour un affreux Gauchiste.

**Ah, vous c'est les dépenses militaires ...**

Mais non, je vous donne un exemple très simple.

**D'accord.**

Il s'avère que la Grande Bretagne et la France, nous faisons 50% des dépenses militaires de l'Union Européenne des 27, il y a évidemment quelque chose à faire et ça ne veut pas dire : moins de sécurité et moins de défense, ça veut dire la Défense européenne ; donc, allons vers la défense européenne, créons et consolidons des consortiums européens, ce qui a déjà été fait, en partie avec EADS, sur la sécurité et sur la défense européenne, il y a de l'argent là.

Par exemple, aujourd'hui, aussi, l'arme nucléaire française totalement autonome, totalement indépendante, est-ce que vous croyez que nous sommes encore dans les années 60-70 ? Qui appuierait aujourd'hui sur le bouton nucléaire ? Je crois, de mémoire, que cela doit coûter ne serait-ce que par an, 4,5 milliards d'euros.

**Donc, on pourrait s'en passer ?**

Mais bien sûr, bien sûr.

**D'accord.**

Et il faudrait tout à la fois s'en passer, tout à la fois pour ce qui est essentiel, c'est-à-dire la sécurité, et y compris les forces de projection à l'Etranger pour la police internationale et la défense internationale comme nous l'avons fait en Afghanistan, ou comme nous l'avons fait en Côte d'Ivoire, (oui, oui, vous tapotez, Monsieur Aphantie) mais je voudrais quand même conclure en disant qu'il y a des possibilités de réduction ; mais voilà, il ne faut pas aller les chercher dans la santé, il ne faut pas aller les chercher dans l'éducation, ni évidemment dans la sécurité, par exemple. (...)